

Augmentation du ticket RU : un énième coup dur pour le porte-monnaie des étudiant·e·s !

Aujourd'hui, Jeudi 4 Juillet 2019, le conseil d'administration du CNOUS (Conseil National des Œuvres Universitaires et Scolaires) a voté une augmentation de 1,51% du prix du repas au restaurant universitaire pour la rentrée 2019 à 14 voix pour contre 13 voix s'y opposant. Celui-ci passera donc à la rentrée à 3,30 euros.

Une augmentation du coût de la restauration universitaire contre l'avis des étudiant·e·s

L'UNEF dénonce cette énième mesure de précarisation des étudiant·e·s. **Alors que la précarité étudiante ne cesse de progresser et que les restaurants universitaires sont les lieux de restauration des CROUS les plus fréquentés (67,6% des étudiant·e·s se restaurant dans les CROUS le font dans un restaurant universitaire), cette augmentation du prix du repas au restaurant universitaire va aggraver la situation de nombreux·ses étudiant·e·s.** De plus, cette augmentation se fait contre l'avis des étudiant·e·s, l'ensemble des élu·e·s étudiant·e·s ayant voté contre celle-ci. Le gouvernement va donc à contresens des aspirations des jeunes.

Un manque de budget important du réseau des œuvres

Cette augmentation s'ajoute à de nombreuses augmentations des prix dans les cafétérias ainsi que les loyers dans les résidences universitaires des différents CROUS. Celles-ci sont le résultat d'un manque de financement important du réseau des œuvres. Les CROUS et le CNOUS ne sont pas financés à la hauteur de leurs besoins par l'Etat et vont chercher des solutions dans la poche des étudiant·e·s. **Les étudiant·e·s ne doivent pas faire les frais de la politique budgétaire du gouvernement ! L'UNEF enjoigne donc le gouvernement à revoir ses choix budgétaires pour l'année 2020.**

Une augmentation de nos frais obligatoires et une diminution de nos aides

Cette augmentation du prix de la restauration universitaire s'inscrit dans un contexte d'augmentation généralisée de nos frais obligatoires et d'un gel et/ou d'une baisse de nos aides. En effet, le gouvernement a multiplié par 15 les frais d'inscription des étudiant·e·s étranger·e·s hors UE, indexé les frais d'inscription des autres étudiant·e·s sur l'inflation et augmenté la CVEC (Cotisation Vie Etudiante et de Campus) d'un euro pour suivre l'inflation. **Ainsi, l'ensemble des étudiant·e·s devraient voir leurs frais d'inscription augmenter cette année.** Dans le même temps, les bourses étudiantes n'ont pas été réellement revalorisées depuis 2014 et sont gelées depuis 2016. Les APL ne cessent d'être gelées ou amputées alors que le prix des loyers continue d'augmenter. **La politique mise en œuvre par le gouvernement d'Emmanuel Macron ne cesse de précariser les étudiant·e·s alors même qu'un étudiant·e sur deux est salarié·e durant l'année pour pouvoir payer ses études et que nous sommes de plus en plus à devoir renoncer à nous soigner faute de moyen.**

Face à cela, les étudiant·e·s ont besoin de réformes sociales d'ampleur capables de répondre à la précarité et de nous aider à pouvoir pleinement réussir nos études.

L'UNEF réclame donc des mesures d'urgence permettant de revaloriser le montant des bourses, d'augmenter le nombre d'étudiant·e·s boursier·e·s et de développer les aides d'urgence.